

DK 215

.D9

Copy 1



Class JK215

Book 79

YUDIN COLLECTION

Deuvs... 1 *926...*

NÉCESSITÉ

D'UN CONGRÈS

POUR

PACIFIER L'EUROPE

PAR

UN HOMME D'ÉTAT.

Sixième Édition.

PRIX : 10 CENTIMES.

PARIS

LIBRAIRIE DE FIRMIN DIDOT FRÈRES,

56, RUE JACOB.

1855

1091

DK 215
.19

104837
'08

Yudin



Paris, ce 25 décembre 1855.

A mesure que les probabilités d'une solution pacifique prennent plus de consistance, certains organes de la presse anglaise tentent de compromettre, par une polémique irritante, l'effet des sages résolutions et de l'attitude calme des gouvernements alliés.

En altérant la forme et le caractère d'un document que le devoir des chancelleries est de tenir secret, on s'efforce de blesser la puissance à laquelle l'Europe demande des concessions, quand l'intérêt de tous est de les faciliter.

Il serait insensé de croire qu'aucun homme d'État de la Grande-Bretagne envisage autrement qu'avec le plus vif regret cette tactique inconsidérée.

Dans les projets d'arrangements en cours de négociation, personne ne songe à humilier la Russie ou à amoindrir la juste part d'influence et d'autorité qu'elle est appelée à conserver dans les conseils de l'Europe.

La France et l'Angleterre se sont associées pour une guerre juste, non pas seulement parce qu'elle était juste, mais parce

que leur propre histoire montrait à la Russie qu'elle pouvait céder sans déshonneur.

L'Angleterre et la France se trouvent-elles amoindries, humiliées, par l'obligation où elles ont été, la première de reconnaître l'indépendance des États-Unis, la seconde de renoncer aux conquêtes de la République et de l'Empire?

Le résultat de la lutte actuelle témoigne du contraire.

Pendant l'une et l'autre concessions ont été arrachées par la force des armes. C'est la France qui a contraint l'Angleterre à l'abandon de ses colonies de l'Amérique du Nord; c'est l'Angleterre qui a contribué plus qu'aucun peuple à détacher du territoire français la Belgique et les Provinces rhénanes; et la France et l'Angleterre aujourd'hui sont étroitement unies.

Fières de leurs nouvelles destinées, elles ont assurément droit de proclamer qu'en faisant aujourd'hui le sacrifice d'une politique incompatible avec la paix du monde, la Russie ne déçoit pas, qu'elle grandit au contraire dans la confiance et l'estime de l'Europe, et se prépare, peut-être, pour un avenir prochain, de nouvelles et précieuses alliances.

Dans cette situation, le devoir de l'homme d'État est de rechercher sous quelle forme et dans quelles circonstances l'acquiescement de la Russie se conciliera le mieux avec la dignité d'un Souverain qui, le jour où il aura signé la paix, ne verra dans ses ennemis de la veille que des frères.

NÉCESSITÉ

D'UN CONGRÈS

POUR

PACIFIER L'EUROPE

Depuis le Congrès de Vienne, cinq grandes puissances ont gouverné d'un commun accord les intérêts européens.

Aujourd'hui, trois de ces puissances sont en guerre, et l'intervention spontanée des deux autres, soit isolément, soit dans des conférences, échoue à les rapprocher.

Faut-il s'étonner que les procédés ordinaires ne suffisent pas pour terminer un conflit d'un caractère si nouveau?

Cent vingt millions d'hommes luttent : d'un côté on meurt pour la foi, de l'autre pour la justice;

des milliers de bouches à feu tonnent après quarante ans de paix ; quatre milliards sont consommés en moins de quinze mois , et l'Europe attend de ce dernier holocauste de sang et d'or une paix qui n'ait pas de fin.

Voilà la guerre actuelle !

Quand d'aussi nobles et d'aussi gigantesques intérêts sont aux prises pour un pareil but , y a-t-il aucune chance de réconcilier les parties belligérantes autrement que dans un Congrès ?

Et la mesure n'est-elle pas, d'autre part, suffisamment justifiée par ce fait incontestable qu'à la seule nouvelle de la convocation d'un Congrès, les populations considéreraient la paix comme conclue ?

Pourquoi cette confiance anticipée ?

C'est qu'il n'est personne qui ne comprenne que désormais la seule difficulté consiste à trouver une conclusion digne de la grandeur de la lutte, et qu'après la prise de Sébastopol et la destruction de la flotte de la Mer Noire, la paix est dans le fond des choses.

En effet, une situation nouvelle a été créée par ce grand événement, et elle s'est dessinée avec netteté dans le discours de Napoléon III aux exposants et dans les manifestations officielles qu'il a provoquées au dehors.

Tant qu'un succès décisif n'avait pas été obtenu, les alliés ne devaient songer qu'à accroître leurs forces sur le champ de bataille. Poursuivant, au prix

d'énormes sacrifices, une entreprise dont le profit sera partagé par tous, ils ne pouvaient admettre que la neutralité eût une mission utile à remplir.

Mais l'Angleterre, la France, la Turquie et la Sardaigne ayant suffi à la tâche, et le but matériel que l'on se proposait étant atteint, la position des neutres a pu être envisagée sous un jour plus favorable.

C'est alors que, faisant un appel solennel à la pression de l'opinion pour terminer la lutte, l'Empereur des Français a reconnu que *si l'Europe se décidait à déclarer qui a tort ou qui a raison, ce serait un grand pas vers la solution.*

Il a proclamé, avec conviction et vérité, qu'à l'époque de civilisation où nous sommes, les succès des armées sont passagers, et que c'est, en définitive, *l'opinion publique qui remporte toujours la dernière victoire.*

Ainsi, dans la pensée des gouvernements alliés, la dernière victoire, ce sera la conclusion même de la paix. Et c'est l'opinion de l'Europe qui en aura le mérite et l'honneur, si elle intervient toutefois sur le terrain même des négociations, si elle assiste à leurs phases diverses, et si elle peut se prononcer officiellement sur toutes les difficultés de détail, au fur et à mesure que la discussion les fera surgir.

La réunion d'un Congrès, seule, en offrira l'occasion.

La rapidité avec laquelle les Etats secondaires ont répondu à l'appel de l'Empereur des Français

montre que l'Europe est préparée à ce grand spectacle.

Tandis que la Suède s'engageait par un traité, les gouvernements de l'Europe centrale, contractants ou neutres, de premier, de second ou même de troisième ordre, adressaient à la Cour de Russie des représentations amicales et non comminatoires sans doute, mais exprimant de la manière la plus nette la nécessité de faire des concessions qui garantissent aux puissances occidentales que l'objet de la guerre est définitivement acquis.

En même temps, chacun d'eux informait la France et l'Angleterre de sa démarche et les invitait à accueillir avec modération les propositions que pourrait faire la Russie.

La plupart des Cours souveraines coopèrent donc en ce moment aux négociations.

Mais leur coopération est isolée, officieuse et sans force. Ce sont des opinions locales, fractionnées, qui s'expriment par leurs bouches; ce n'est pas l'opinion générale de l'Europe.

Pour que cette opinion se formule et s'impose, pour qu'elle remporte cette dernière victoire qui donnera bien définitivement le repos au monde, parce qu'elle ne laissera derrière elle ni vainqueurs ni vaincus, il faut qu'elle se manifeste solennellement dans une assemblée des représentants de tous les États, où les esprits puissent se confondre dans une pensée commune, où la volonté de tous n'ait qu'une voix.

Dans un Congrès, l'Europe apparaît, elle est personnifiée.

Les ambitions se contiennent, les âmes se retrempe; au-dessus de tous les pouvoirs plane une autorité suprême qui peut ennoblir les sacrifices, donner à la modération le caractère de la magnanimité, imposer un frein salutaire aux exigences religieuses ou nationales surexcitées par la lutte, et rendre à chaque gouvernement, vis-à-vis de ses peuples, une pleine liberté d'action.

Il faudrait s'applaudir si l'idée d'un Congrès venait de la Russie elle-même, et si, prenant en considération, comme bases de préliminaires de paix, les propositions que lui porte, au nom de l'Autriche, le Comte Esterhazy, elle offrait d'en délibérer, non pas dans de simples conférences, mais dans une assemblée de tous les Souverains, et après des déclarations solennelles et loyales sur l'origine, le caractère et les résultats du conflit.

Une pareille ouverture serait un indice plus certain des dispositions pacifiques du cabinet de Saint-Pétersbourg qu'une acceptation pure et simple d'un ultimatum qui pourrait n'avoir d'autre but que de retarder le rappel de l'ambassadeur autrichien. On se souvient qu'une acceptation semblable avait précédé les premières conférences de Vienne, et n'a pas prévenu leur avortement.

Si la Russie adoptait hardiment cette marche, son langage pourrait avoir un caractère de franchise et

de grandeur qui, en éloignant à tout jamais de sa diplomatie le reproche de duplicité qui lui a été adressé, faciliterait considérablement la conclusion de la paix.

Il suffit d'ouvrir l'histoire contemporaine pour comprendre qu'Alexandre II peut entrer dans cette voie sans abaisser la Russie; et s'il considère les sacrifices bien plus cruels que d'autres pouvoirs ont été contraints de faire aux progrès de la civilisation, il bénira Dieu d'avoir réservé à son peuple, dans une crise semblable, une position privilégiée.

Quand sonna l'heure de l'indépendance américaine, l'Angleterre ne pouvait imaginer que l'anéantissement de sa vieille politique coloniale fût pour son commerce et sa marine le germe d'un développement illimité.

Au moment où l'Europe coalisée faisait rentrer violemment la France napoléonienne dans les limites de l'ancienne monarchie, nul ne pouvait prévoir que l'Empire ressuscité trouverait, dans sa renonciation aux conquêtes, le moyen d'étendre sur les États libres de l'Europe une influence plus puissante que celle de Louis XIV et de Napoléon I^{er}.

Il a fallu que l'honneur national des deux pays souffrît, près d'un demi-siècle d'humiliations, avant qu'ils vissent clair dans leurs nouvelles destinées, et se résignassent franchement à la perte, l'un de ses possessions de l'Amérique du Nord, l'autre des conquêtes de la République et de l'Empire.

Mais la Russie, après une paix de quarante années qui a changé la face du monde, adouci les mœurs, rapproché les nationalités, jouit d'un sort meilleur.

Dès le lendemain de la lutte, elle peut en apprécier et s'en approprier les résultats; et, au moment même où elle renonce à sa vieille politique orientale, elle voit que cette politique ne meurt pas, qu'elle se régénère, et qu'en se civilisant elle triomphe!

Quelle pensée animait Pierre le Grand à l'égard de Constantinople? Une pensée aussi généreuse, aussi sainte que celle qui conduisait le Roi Saint Louis, Richard d'Angleterre et Léopold d'Autriche au tombeau du Christ.

Faut-il s'étonner que cette pensée, tradition vivante de tous les règnes, ait été enveloppée de mystères, qu'elle ait grandi dans l'ombre, et qu'elle ne soit apparue au grand jour, armée de toutes pièces, que pour succomber et se transformer dans une lutte de géants?

Non. Dès sa conception, elle portait cette destinée en germe.

Elle était exclusive, incomplète, car elle ne visait qu'à l'affranchissement de la communion grecque. Elle était agressive, envahissante, car cet affranchissement impliquait un remaniement territorial de l'Europe.

Mais l'Europe, que le créateur de la Russie avait vue exclusivement mercantile à Londres et à Am-

sterdam, irrégulière et dissolue à la Cour du Régent, et ne pouvant comprendre sa grande pensée, était elle-même en proie à un immense travail de transformation.

Tandis que Catherine et Nicolas frayaient lentement aux armées russes la route de Constantinople, le vieil édifice féodal de l'Occident s'écroulait, et, sur ses débris, Napoléon fondait les bases d'une politique et d'une société nouvelles.

A cent cinquante ans d'intervalle, la pensée de Pierre le Grand a trouvé devant elle une Europe régénérée, entraînant déjà le monde oriental à la pratique de ses principes d'ordre, de justice et de tolérance, par le seul attrait des merveilles de la civilisation, et relevant la croix dans la métropole de l'Islam.

Le testament de Pierre le Grand, dès lors, était accompli !

Et, lorsqu'en plein dix-neuvième siècle, la Russie dirigeait ses armées et ses flottes sur Constantinople, elle commettait une erreur aussi grave que si la France et l'Angleterre eussent recommencé les Croisades. Mais qu'elle reconnaisse cette erreur, que, renonçant à sa propagande isolée, elle vienne demander sa part du protectorat collectif que l'Europe chrétienne a conquis, cette part lui sera-t-elle refusée ? L'Europe ignore-t-elle que les coreligionnaires du peuple russe composent les trois quarts de la population de la Turquie, que le mauvais vouloir du cabinet de Saint-Pétersbourg peut y créer des difficultés insolubles,

et que sa coopération loyale devient au contraire l'élément le plus essentiel de la régénération pacifique de l'Empire ottoman ?

Telle est la vérité sur l'origine, le caractère et les résultats de la lutte.

Si la Russie adoptait ces vues, si les négociations des cabinets prenaient tout à coup des proportions aussi larges, et si, au sein d'un Congrès, réuni dans cet esprit de franchise et d'honneur, la conscience des Souverains travaillait, autant que l'habileté des diplomates, à réédifier, sur des bases plus solides et plus justes, l'équilibre européen ; qui oserait douter du succès final ?

Personne.

Prêtes à s'expliquer en famille, devant leurs pairs, les puissances belligérantes seraient autorisées à conclure un armistice comme témoignage des légitimes espérances que ferait naître la forme nouvelle des négociations.

Et bientôt toutes les difficultés seraient aplanies, car on ne peut pas admettre qu'un Congrès de Souverains, réunis pour régler, au nom du salut commun, non-seulement le conflit oriental, mais toutes les questions surgies depuis le Congrès de Vienne, échoue aujourd'hui dans son entreprise.

Est-il un intérêt qui ne se concilie pas avec la pacification immédiate de l'Europe ?

La Prusse et l'Autriche ne sont-elles pas impatientes de retrouver le rôle influent que l'insuccès

répété de leurs démarches compromet de plus en plus ?

La Russie n'aspire-t-elle pas à reprendre le cours de ses prospérités intérieures, et à liquider grandement, honorablement, les traditions d'une politique, généreuse à l'époque où elle a été conçue, mais que les progrès accomplis en dehors d'elle condamnent, et à laquelle tôt ou tard elle devra forcément renoncer, dans son intérêt comme dans l'intérêt du monde ?

L'alliance anglo-française est éternelle. Elle atteindra son but à travers les mauvais comme les heureux jours. Mais ne serait-ce pas pour elle une bonne fortune que de triompher au moment même où la guerre, ne pouvant plus viser qu'à la destruction de la flotte de la Baltique, allait peut-être mettre en saillie les divergences d'intérêt et de situation des deux peuples ?

Enfin, si les puissances secondaires contribuent directement à rétablir l'état de paix, si l'Europe leur doit en partie l'explosion de travaux infinis, de réformes et de bien-être qui suivra ce grand événement, un pareil service rendu ne garantira-t-il pas, mieux que les protectorats, l'indépendance des faibles dans toutes les éventualités de l'avenir ?

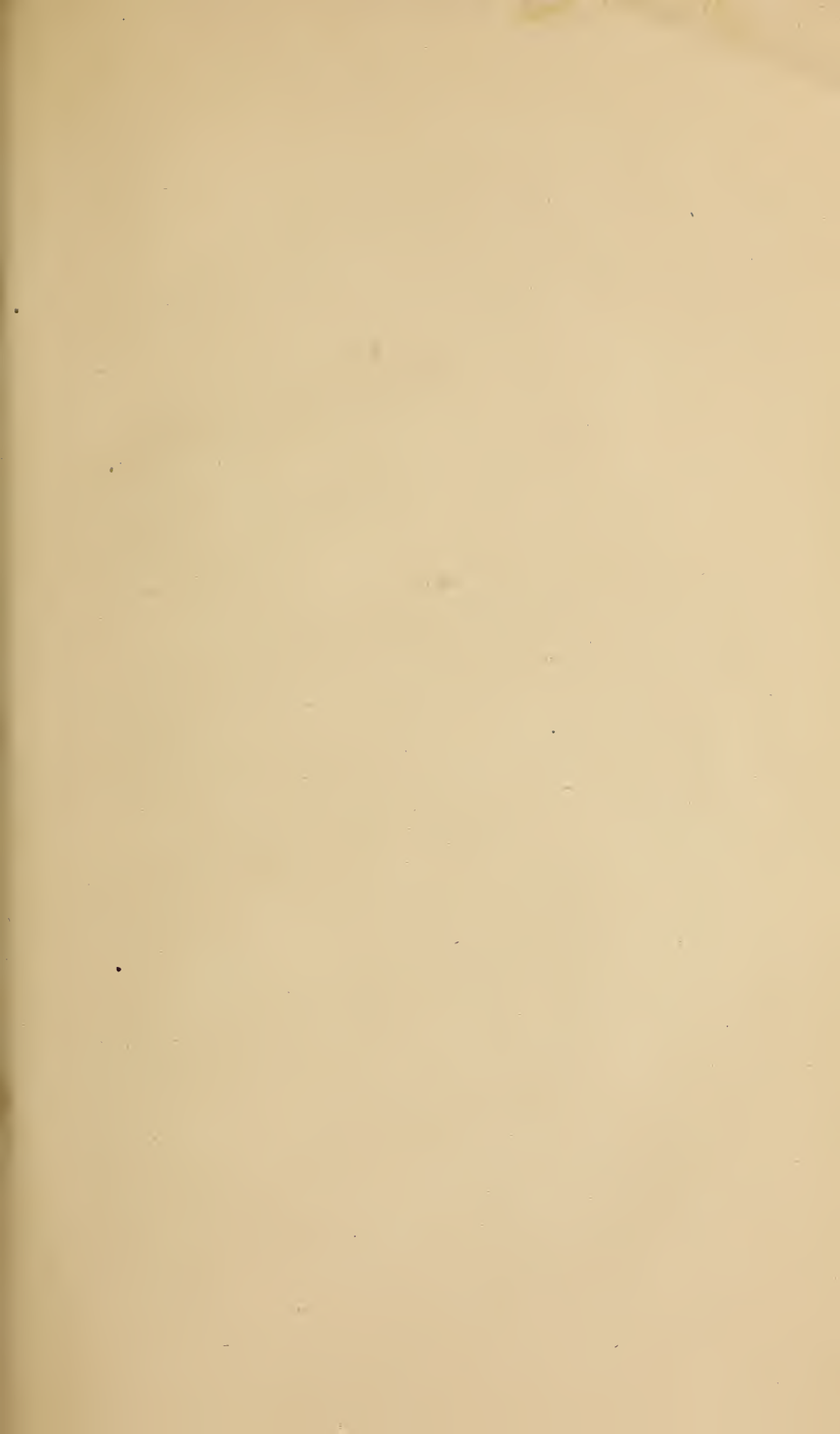
Il n'y a donc que profit pour tous dans la réunion immédiate d'un Congrès.

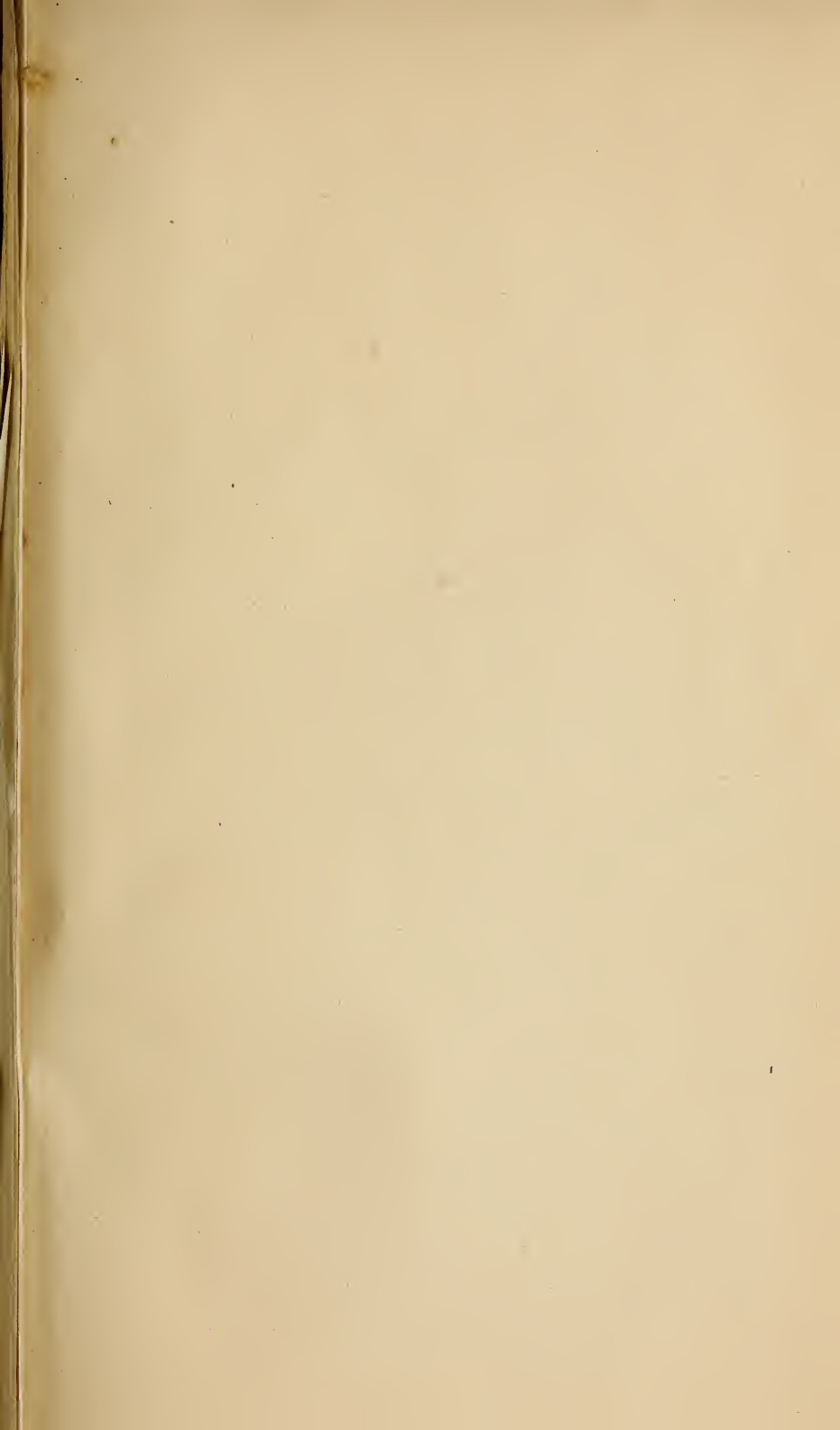
Sa nécessité résulte de l'impuissance où sont les cinq grands pouvoirs de s'accorder. Sa formation

est en germe depuis l'appel de Napoléon III à l'opinion générale de l'Europe. Le vœu en est dans tous les cœurs; et la proposition officielle qui en sera faite ne rencontrera ni un adversaire ni un indifférent, le jour où une Cour souveraine en aura pris l'initiative.

FIN.







LIBRARY OF CONGRESS



0 029 977 764 9